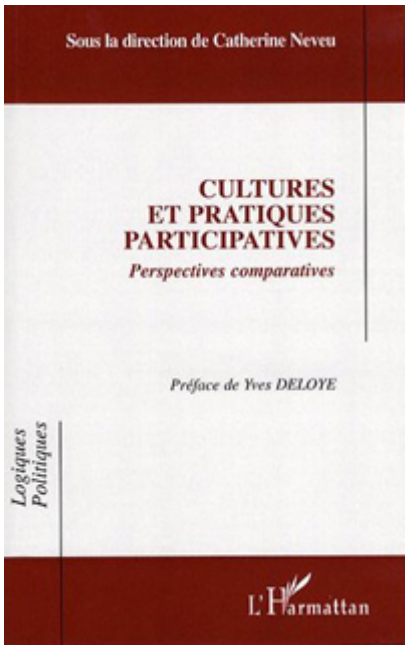
De la participation comme mode de coexistence en politique.

Catherine Neveu (dir.), *Cultures et pratiques participatives. Perspectives comparatives*, 2008.

Par Nathalie Blanc



L'objectif de cet ouvrage collectif est de donner à voir et à comprendre ce que l'on pourrait appeler des « cultures participatives », entendues comme autant de processus d'appropriation et de construction du politique dans différents contextes et situations (société locale, mouvements sociaux, organisations transnationales, etc.). La diversité des contributions ouvre une réflexion sur le sens que l'on peut donner à la notion de participation dans des contextes d'usages aussi variés. À défaut de pouvoir aisément définir les différentes conceptions de la participation et de les regrouper sous une seule enseigne, ces contributions en proposent un mode de définition pragmatique. Par participation, l'on peut entendre alors l'ensemble des pratiques qui visent à faire coexister des cultures et des compréhensions du monde diverses, voire conflictuelles comme dans le cas des forums sociaux, de telle façon à produire un mouvement social, mais aussi de telle façon à produire de la pluralité en actes. Ce n'est plus, dès lors, un « horizon politique transcendant » qui se dessine, avec ses grands

concepts (égalité, solidarité etc.) organisant l'action dans un mouvement « *top-down* ». L'approche « *bottom up* », elle, s'improvise dans le cours de l'action, profite des solidarités organiques et des besoins de confiance mutuels pour dessiner de nouvelles perspectives politiques.

Le développement actuel de la « participation » s'inscrit dans une évolution en effet plus globale du politique que l'on peut, si l'on se fie au découpage par chapitres de l'ouvrage, qualifier de trois façons : le premier chapitre rassemble les articles qui traitent des configurations sociales de la participation et des solutions pratiques que les acteurs élaborent pour qu'elle fonctionne ; le deuxième chapitre traite des jeux d'échelles du national au local, mais également de la place du local dans les institutions transnationales via des mécanismes de participation dans des contextes d'usage très variés, de la « révolution de velours » en Tchécoslovaquie à l'organisation de forums sociaux ; enfin, la dernière partie aborde les transferts et circulations des modèles et idées concernant la participation. Ainsi, comme le montre l'ouvrage, le succès de la participation citoyenne doit beaucoup aux transformations dans certaines sociétés (Recondo, *Les paradoxes de la démocratie participative en Amérique Latine. Une comparaison des trajectoires mexicaine et colombienne*), à l'émergence de nouveaux acteurs et de réseaux transnationaux (Agrikoliansky, *La démocratie entre valeurs et pratiques. Le cas des mouvements altermondialistes lors du deuxième forum social européen* ; Aguiton et Cardon : *De la cooptation à l'agglutination. Culture participative et formes organisationnelles des Forums sociaux*), à des formes de résistance, que ce soit aux contraintes de la répression (Hadjiisky, *La culture « civique » en Pays Tchèque. Généalogie d'une référence politique*) ou à l'exclusion liée à la pauvreté (Carrel, *Pauvreté, citoyenneté et participation. Quatre positions dans le débat sur la « participation des habitants »)* ou encore à des processus de convergences parfois surprenantes entre agents aux intérêts différents (Dagnino, *Participation, citizenship and democracy. Perverse confluence and displacement of meanings* ; Dumoulin et Michel, *La « communauté Indienne Participative ». De quelques usages dans la politique mexicaine*) qu'il s'agisse d'influer sur les relations entre État et « société civile », de relégitimer les institutions politiques affaiblies, ou de trouver terrains d'interlocution.

Prenons deux exemples. Dans leur article *De la cooptation à l'agglutination. Culture participative et formes organisationnelles des forums sociaux*, Christophe Aguiton et Dominique Cardon montrent que, sous couvert de participation, les modalités d'organisation des forums sociaux permettent la coexistence d'une pluralité de voix s'autorisant d'une conception nouvelle de la démocratie. Les acteurs des forums sociaux puisent dans la tradition participative issue des mouvements civiques et sociaux des années 1960. Ils s'attachent à construire des espaces à faible niveau de centralisation avec pour souci « de concilier coordination et diversité, stratégie collective et récusation des avant-gardes, mot d'ordre et refus de la délégation, consensus et interdit de la représentation. ». Les « mouvementistes » défendent des stratégies basées sur le développement de l'autonomie des acteurs dans l'espoir qu'un jour ces autonomies reconquises fassent écrouler les murs de l'Empire (Hardt, Negri, 2000), fassent basculer les stratégies organisationnelles socio-politiques fondées sur les hiérarchies verticales et l'abus de pouvoir. Autre exemple où se mélangent coalition d'intérêts et reconnaissance d'un besoin de droits similaires fondé sur le respect des indigénéités : *La participation des peuples autochtones aux Nations Unies : intérêts et limites d'une présence institutionnelle* par Irène Bellier. La lecture de cet article aide à comprendre qu'il y a, dans tous ces mouvements se réclamant de la participation, un tronc commun, le refus d'un ordre établi de manière surplombante… D'où ces démarches qui ont, quoi qu'il en soit, pour projet de renouer avec l'idée des singularités unies par une solidarité organique. La réflexion cosmopolitique pourrait s'en inspirer, elle qui vise la coexistence fragile de groupes singuliers aux pratiques irréductibles, nomades et sédentaires, modernes et non-modernes, etc.

Néanmoins, la critique faite à ces approches est forte : ne s'agit-il pas d'un mouvement qui, héritant des années 1960, n'a fait qu'accompagner le développement du néo-libéralisme ? N'a-t-on pas fragilisé, en privilégiant ainsi les individualités aux dépends du collectif et de l'État, la capacité de résistance au capitalisme qui tend aujourd'hui à rendre marchands l'ensemble des rapports humains ? La réponse est nécessairement ambiguë à défaut du recul historique nécessaire. Dans son article intitulé *Participatory depoliticisation. The bleeding heart of neo-liberalism*, Simone Abram montre à partir d'études de cas de participation locale dans différents pays européens (Norvège, Angleterre et

Suède) qu'il s'agit essentiellement de cela ; la participation correspond à l'extension du modèle « managérial » d'entreprise en politique.

L'on peut s'interroger dès lors : existe t-il une unique acception du terme « participation » ? L'interprétation de la participation dépend-t-elle de la culture nationale ? Ou encore la critique qui lui est faite, d'être l'acolyte volontaire du néo-libéralisme, correspond-elle à la nostalgie d'un État fort ? Le rapprochement de la participation et du néo-libéralisme défini avant tout par l'individualisation à l'extrême des pratiques sociales naît-il de leur proximité véritable, idéologique ou est-il conjoncturel, idéologiquement parlant ? À défaut de pouvoir conclure d'une façon ou d'une autre, on dira que devant l'ampleur de ce mouvement, on assiste avant tout à un véritable changement culturel dont, avant même de le critiquer, il convient de prendre la mesure au sens anthropologique.

L'intérêt de cet ouvrage est donc bien celui visé ; en nous mettant en face des très divers exemples de participation, les auteurs et la coordinatrice Catherine Neveu, anthropologue, montrent bien que ce terme fait sens à condition d'en déployer extensivement les usages et emplois. Pour en comprendre le sens « social », ce que ce terme, son emploi évoquent pour les acteurs et font bouger dans la sphère sociale, il faut encore n'en mépriser aucune des acceptions et prendre chacune d'entre elles comme la manifestation d'un mouvement social qui ne prend plus le « mot d'ordre » (à défaut de dogme) comme la condition nécessaire à la représentation, au changement, à la mise en place d'une pensée politique nouvelle.

Catherine Neveu (dir.), *Cultures et pratiques participatives. Perspectives comparatives*, L'Harmattan, 2008.

Résumé

L'objectif de cet ouvrage collectif est de donner à voir et à comprendre ce que l'on pourrait appeler des « cultures participatives », entendues comme autant de processus d'appropriation et de construction du politique dans différents contextes et situations (société locale, mouvements sociaux, organisations transnationales, etc.). La diversité des contributions ouvre une réflexion sur le ...

Bibliographie

Michael Hardt, Tonio Negri, *2000, Empire*, Paris, Exils, 2000